

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0A1/Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Departmental Individual Standing Offer (DISO)

Offre à commandes individuelle du département(OCID)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Consultant Services Division/Division des services
d'experts-conseils
11 Laurier St./11 Rue Laurier
3C2, Place du Portage
Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet M&E Industrial Engineering	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP168-130476/A	Date 2013-07-24
Client Reference No. - N° de référence du client EP168-130476	Amendment No. - N° modif. 003
File No. - N° de dossier fe115.EP168-130476	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FE-115-62909	
Date of Original Request for Standing Offer 2013-06-14	
Date de la demande de l'offre à commandes originale	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-07-30	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bennett, Adrian	Buyer Id - Id de l'acheteur fe115
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1793 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-3160
Delivery Required - Livraison exigée	
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: NATIONAL CAPITAL AREA	
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

The English text follows the French.**La présente modification fera partie des documents contractuels.**

Dans la section **TABLE DES MATIÈRES**,

INSÉRER :

**IP 3 PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI -
ATTESTATION**

Dans la section **INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX PROPOSANTS (IP)**,

INSÉRER :

IP 3 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée »

(<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/index.shtml>) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

Le Canada aura aussi le droit de résilier la commande subséquente pour manquement si l'expert-conseil ou tout membre de la coentreprise si l'expert-conseil est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (voir l'annexe A - Formulaire de déclaration/d'attestations) remplie avant l'émission de l'offre à commandes. Si le soumissionnaire est une coentreprise, le soumissionnaire doit fournir au responsable de l'offre à commandes l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi remplie pour chaque membre de la coentreprise.

Dans la section **Formulaire de déclaration / d'attestations**,

SUPPRIMER :

Toute la section **Programme de contrats fédéraux (PCF) - Attestation**

INSÉRER :

Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation

Je, le soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou pourra mettre de côté une offre à commandes ou déclarera un expert-conseil en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, pendant la durée de l'offre à commandes ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou sera considéré comme un manquement au contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada - Travail.

Date : _____ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- () A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- () A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- () A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés au Canada (l'effectif combiné comprend les employés permanents à temps plein, les employés permanents à temps partiel et les employés temporaires [les employés temporaires comprennent seulement ceux qui ont travaillé pendant 12 semaines ou plus au cours d'une année civile et qui ne sont pas des étudiants à temps plein]).

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- () A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec HRDCC - Travail.

OU

- () A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à RHDCC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'émission d'une offre à commandes, remplissez le formulaire Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à RHDCC - Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- () B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP168-130476/A

Amd. No. - N° de la modif.

003

Buyer ID - Id de l'acheteur

fe115

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EP168-130476

File No. - N° du dossier

fe115EP168-130476

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

-
- () B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'attestation Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi. (Consultez l'article sur les coentreprises des Instructions générales aux proposants.)

This amendment will form part of the contract documents.

At the **TABLE OF CONTENTS**:

INSERT:

SI 3 FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM FOR EMPLOYMENT EQUITY - CERTIFICATION

At **SUPPLEMENTARY INSTRUCTIONS TO PROPONENTS (SI)**:

INSERT:

SI 3 FEDERAL CONTRACTORS PROGRAM FOR EMPLOYMENT EQUITY - CERTIFICATION

By submitting a proposal, the Proponent certifies that the Proponent, and any of the Proponent's members if the Proponent is a Joint Venture, is not named on the Federal Contractors Program (FCP) for employment equity "FCP Limited Eligibility to Bid" list (<http://www.hrsdc.gc.ca/eng/labour/index.shtml>) available from HRSDC-Labour's website.

Canada will have the right to declare a proposal non-responsive, or to set-aside a Standing Offer, if the Proponent, or any member of the Proponent if the Proponent is a Joint Venture, appears on the "FCP Limited Eligibility to Bid" list at the time of issuing of a Standing Offer or during the period of the Standing Offer.

Canada will also have the right to terminate the Call-up for default if a Consultant, or any member of the Consultant if the Consultant is a Joint Venture, appears on the "FCP Limited Eligibility to Bid" list during the period of the contract.

The Proponent must provide the Contracting Authority with a completed Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification (see Appendix A - Declaration/Certifications Form), before the issuance of a Standing Offer. If the Proponent is a Joint Venture, the Proponent must provide the Contracting Authority with a completed Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification, for each member of the Joint Venture.

At the **Declaration / Certifications Form**:

DELETE:

Federal Contractors Program (FCP) - Certification in it's entirety.

INSERT:

Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification

I, the Proponent, by submitting the present information to the Contracting Authority, certify that the information provided is true as of the date indicated below. The certifications provided to Canada are subject to verification at all times. I understand that Canada will declare a proposal non-responsive, or may set-aside a Standing Offer, or will declare a consultant in default, if a certification is found to be untrue, whether during the proposal evaluation period, during the Standing Offer period, or during the contract period. Canada will have the right to ask for additional information to verify the Proponent's certifications. Failure to comply with such request by Canada will also render the proposal

non-responsive, may result in the Standing Offer set-aside, or will constitute a default under the contract.

For further information on the Federal Contractors Program for Employment Equity visit [HRSDC-Labour's website](#).

Date: _____ (YY/MM/DD) (If left blank, the date will be deemed to be the RFSO closing date.)

Complete both A and B.

A. Check one of the following:

- () A1. The Proponent certifies having no work force in Canada.
- () A2. The Proponent certifies being a public sector employer.
- () A3. The Proponent certifies being a federally regulated employer being subject to the *Employment Equity Act*.
- () A4. The Proponent certifies having a combined work force in Canada of less than 100 employees (combined work force includes: permanent full-time, permanent part-time and temporary employees [temporary employees only includes those who have worked 12 weeks or more during a calendar year and who are not full-time students]).

A5. The Proponent certifies having a combined workforce in Canada of 100 or more employees; and

- () A5.1. The Proponent certifies already having a valid and current Agreement to Implement Employment Equity (AIEE) in place with HRSDC-Labour.

OR

- () A5.2. The Proponent certifies having submitted the Agreement to Implement Employment Equity (LAB1168) to HRSDC-Labour. As this is a condition to issuance of a standing offer, proceed to completing the form Agreement to Implement Employment Equity (LAB1168), duly signing it, and transmit it to HRSDC-Labour.

B. Check only one of the following:

- () B1. The Proponent is not a Joint Venture.

OR

- () B2. The Proponent is a Joint venture and each member of the Joint Venture must provide the Contracting Authority with a completed Federal Contractors Program for Employment Equity - Certification. (Refer to the Joint Venture section of the General Instructions to Proponents)